



Anne-Sophie Arnoux, *référénte Eau, Hygiène et Assainissement à l'ONG Solidarités International*

La vulnérabilité de la population afghane

En raison de trente années de guerre et de catastrophes naturelles récurrentes, la majorité de la population afghane est aujourd'hui en situation de vulnérabilité. On estime que 48 % des habitants ont accès à l'eau potable et seulement 37 % à des infrastructures d'assainissement, soit un des taux de couverture parmi les plus faibles du monde. Ce manque d'accès à des infrastructures hydrauliques et l'insalubrité de l'environnement aggravent les conditions de vie et d'hygiène dans les foyers, ce qui entraîne des taux de maladies hydriques (diarrhée, dysenterie, fièvre typhoïde, choléra...) excessivement élevés, en particulier chez les enfants: plus d'un enfant sur quatre meurt avant l'âge de 5 ans et dans près d'un quart des cas, le décès fait suite à une diarrhée.

Le manque d'eau a également des répercussions sur l'élevage et l'agriculture, donc sur la sécurité alimentaire des ménages. Il s'agit de la principale raison de non-exploitation des terres. En Afghanistan, il est courant que les populations rurales migrent de façon saisonnière en raison de graves pénuries d'eau. La sécheresse en 2008 et les inondations de 2009 ont entraîné des déplacements de population importants dans de nombreuses provinces du nord et du nord-est de l'Afghanistan. Solidarités International intervient dans ces zones en construisant des infrastructures d'eau potable et d'assainissement, en promouvant des modes de traitement de l'eau à domicile, en réhabilitant des canaux de drainage et en faisant de la promotion à l'hygiène. Les inondations ont quant à elles pour conséquence d'emporter ou de contaminer des sources d'eau. Ainsi, plus d'un million de personnes auraient besoin soit d'une solution immédiate en termes d'approvisionnement en eau, soit à plus long terme de mesures d'atténuation des sécheresses et des inondations.

Dans les zones urbaines comme à Kaboul, les guerres ont détruit une large partie de la ville et en particulier les infrastructures hydrauliques. Dans le même temps, les investissements ont été réduits au minimum, engendrant la dégradation de celles existantes. La population a doublé, atteignant 4 millions d'habitants, en raison de l'arrivée de réfugiés et de déplacés, ainsi que de l'exode rural. D'où une forte pression sur une ressource en eau déjà fragile. Les nappes aquifères sont de plus en plus polluées, en particulier par les eaux usées.

On a coutume de différencier deux types de quartiers

dans la capitale: ceux compris dans le plan d'urbanisation de la ville (zone du Master Plan), où vivent près de 2 millions d'habitants, et ceux dits « non officiels », où se sont installées les personnes déplacées. Dans ces derniers quartiers, la situation relève de l'urgence. Ils ne bénéficient pas des mesures officielles visant à améliorer sur 15 ans les infrastructures publiques de distribution d'eau et les ménages qui y vivent sont majoritairement pauvres. Il s'agit soit de nouveaux quartiers ne bénéficiant d'aucune installation sanitaire publique, soit d'anciens quartiers fortement détruits où la population est d'autant plus vulnérable. Les moyens d'accès à l'eau y sont très limités. Au niveau de l'assainissement, la majorité des familles disposent de latrines mais elles sont souvent une source de contamination car inadaptes.

La sécheresse en 2008 et les inondations de 2009 ont entraîné des déplacements de population.

Solidarités International intervient dans ces quartiers périphériques en construisant et réhabilitant des infrastructures d'eau et d'assainissement (forage, réseaux d'eau, réhabilitation de latrines...) et par des actions de renforcement des capacités de résilience des populations (promotion à l'hygiène, mise en place de systèmes de gestion des déchets, formations de comités...). Afin de pérenniser l'action menée en matière d'accès à l'eau et d'assainissement, l'implication et le renforcement des autorités locales dans l'ensemble des projets sont indispensables. Actuellement, elles n'ont pas la capacité de prendre en charge l'ensemble des infrastructures dans la zone dont elles ont la responsabilité, celle du Master Plan, en raison d'un manque de moyens humains et matériels. Elles sont donc encore moins en mesure de gérer les installations situées dans les zones hors Master Plan.

Les équipes de Solidarités International travaillent en étroite collaboration avec les autorités afghanes afin d'améliorer cette situation. L'objectif reste ambitieux, plus particulièrement en matière d'accès à l'assainissement, mais les progrès réalisés ces dix dernières années sont considérables au vu de la situation en 2000.